

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU

1. Intitulé du projet

Procédure concernée	Type de document	Territoire concerné
Elaboration du PLU	PLU communal	Commune de Sinard

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	22 novembre 2016
-----------------------	------------------

Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Septembre 2017
--	----------------

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Monsieur le maire, Christian Roux
Courriel	lemaire.sinard@orange.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de Sinard
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	La population municipale est de 650 habitants en 2013
Superficie du territoire	1000 ha

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe1 : la délibération engageant la procédure d'élaboration du PLU

Se doter d'un outil d'urbanisme adapté au contexte législatif (le POS datait de 1983) et adapter son projet de territoire à la croissance démographique et sociologique qu'a connu Sinard depuis 30 ans.

Sur le plan de la démographie : Maintenir l'équilibre démographique de la Commune tout en favorisant le Renouvellement de la population, des différentes classes d'âge et classes socio-professionnelles.

Sur le plan de l'habitat :

- Préserver le patrimoine bâti historique, (esprit du trièves)
- Favoriser une remise sur le marché, aux normes actuelles, des logements existants vacants,
- Diversifier l'offre nouvelle de logements (locatif social, accession à la propriété),
- Conforter la mixité et la cohésion sociale,
- Favoriser le bien vivre ensemble.
- Anticiper les mutations des logements EDF

Sur le plan des espaces naturels et agricoles : Les espaces ruraux constituent un élément majeur de l'économie rurale et de l'attractivité résidentielle de la Commune.

- de maintenir et préserver l'activité agricole et les espaces actuellement exploités, notamment Le tout en compatibilité avec le développement et le renouvellement urbain.
- de préserver le caractère rural, la qualité du cadre de vie et la richesse

environnementale et paysagère de la Commune, notamment en protégeant les sites, paysages et milieux remarquables ou fragiles, en intégrant au mieux les éventuels projets d'énergie renouvelable.

Sur le plan de l'économie : Maintenir, soutenir, favoriser voire conforter le développement économique (commerces de proximité, artisanat) qui constitue un atout indéniable de stabilité démographiques, d'attractivité et de lien social.

Sur le plan des transports et déplacements : favoriser la conservation, le développement et l'entretien des modes de déplacements doux (chemins ruraux, zones piétonnières, voies de communication) à l'intérieur du village et entre le village et les différents hameaux, le développement d'une signalétique adaptée.

Conforter le centre bourg comme un lieu de centralité et d'animation.

Préserver l'intégration des hameaux dans la vie du village et développer le lien entre le village et les hameaux. Répondre aux évolutions réglementaires par la mise en compatibilité de ce document avec :

- La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009,
- La loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010,
- La loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) du 27 mars 2014.
- La loi montagne
- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Région Urbaine Grenobloise (RUG) approuvé le 21 décembre 2012

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe 1 : PADD débattu par le Conseil municipal le 22 novembre 2016

Annexe2 : Délibération conseil municipal portant le débat du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables expose les actions que la commune de Sinard souhaite mettre en œuvre afin de promouvoir un développement maîtrisé de son territoire, dans un esprit d'affirmation de l'identité communale, de mixité urbaine et sociale, cohérente avec l'exigence de préservation des grands équilibres environnementaux.

La situation géographique de Sinard, à proximité de plusieurs territoires que sont le Trièves, le plateau du Vercors, ainsi que la Métropole de Grenoble. Cette localisation géographique proche d'un bassin d'emploi majeur, couplée à la qualité du cadre de vie propre au territoire de Sinard, donne à la commune une attractivité résidentielle importante.

L'attractivité de la commune repose aujourd'hui sur une grande qualité du territoire, fortement empreint de ruralité, qui s'exprime au travers :

- de sa proximité à l'agglomération Grenobloise (raccordée par autoroute depuis 2007)
- d'un cadre de vie de qualité avec des milieux naturels, une qualité architecturale générale sur le chef-lieu, les hameaux et des vues remarquables sur le lac de Monteynard, les massifs du Dévoluy, du Vercors, des Belledonne...
- de son esprit de village avec des équipements (école, bibliothèques), des activités économiques et associatives

Cette attractivité constitue en contrepartie une pression grandissante qui s'exerce sur le territoire de Sinard, qui s'exprime par:

- une urbanisation consommatrice d'espaces qui tend à s'étaler,
- le poids des déplacements dans la vie quotidienne

Aujourd'hui des questions se posent afin de conserver la qualité du cadre de vie de la commune et l'intégration des nouveaux habitants. Face à ces questionnements, Sinard souhaite, notamment à travers l'élaboration de son PLU organiser un développement raisonné et cohérent de son territoire tout en conservant son cadre de vie et son identité rurale.

Dans un souci d'économie de l'espace, la réflexion sur le développement du territoire a été menée en favorisant la densification et en limitant les extensions urbaines.

Dans ce cadre, le PADD qui apporte une vision prospective et transversale des différentes politiques territoriales, se décline en trois axes :

- 1- Vivre ensemble et partager un cadre de vie de qualité
- 2- Affirmer le centre bourg comme pôle principal de développement Conforter l'identité agricole, naturelle et villageoise
- 3- Conforter l'identité agricole, naturelle et villageoise

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes 3 : Plan du POS

Annexe 4 : Zonage PLU en cours

La commune de Sinard avait un POS, depuis Mars 2017 la commune est au Règlement National d'urbanisme. Le nouveau projet prévoit de :

Lutter contre l'étalement urbain a conduit le PLU à définir le centre bourg comme pôle principal de développement en y localisant les secteurs en extension, pour les hameaux il s'agit de resserrer le tracé du zonage pour qu'ils puissent conserver leur caractère de petites entités bâties.

Ainsi, tous les fonciers hors espaces du chef-lieu et hors des hameaux sont inscrits en zones agricoles ou naturelles. Les changements de destinations seront très ponctuels.

D'encadrer les projets d'ensemble par des Orientations d'Aménagement et de Programmation sur tous les tènements en extension mais également deux tènements en renouvellement urbain (lié à la vente aux enchères des bâtiments par l'Etat).

Protéger les réservoirs de biodiversité tels que les ZNIEFF, les zones humides et certaines haies.

La protection des paysages a été renforcée en inscrivant des zones agricoles paysagères sur lesquelles toutes constructions seront interdites.

Protéger les terres agricoles au titre de l'activité économique qu'elles représentent et de leur rôle paysager. Plusieurs tènements anciennement urbanisables sont reclassés en zones agricoles.

Encourager les mobilités douces par l'identification de cheminements piétons et d'une aire de covoiturage

Conserver et développer les activités économiques sur la commune et conserver les linéaires commerciaux.

Tenir compte des risques nombreux sur la commune dans les choix d'urbanisation et en informer

les pétitionnaires au travers du zonage et d'une annexe risqué (traduite avec la méthode de la DDT38).

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Pas d'enquête publique conjointe avec d'autres procédures.
Aucun secteur en dérogation loi montagne n'est envisagé.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	<i>Oui</i>
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	<i>Non</i>
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	<i>Oui DTA des Alpes du Nord</i>
- un SCoT , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	<i>Oui, SCOT RUG approuvé en 2012</i>
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	<i>Oui, SDAGE Rhône Méditerranée SAGE Drac Romanche</i>

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le territoire est actuellement au RNU.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none">- Centraliser l'urbanisation sur le chef-lieu- Le projet de réduire la consommation foncière par logement par deux par rapport à ce qui a été consommé les dix dernières années.- Le PLU réduit largement les zones d'urbanisation future (Na au POS) en traçant un zonage en suivant l'enveloppe bâtie actuelle.- Limitation forte des zones en extension à ouvrir à l'urbanisation pour limiter l'impact sur les terres agricoles et naturel, et encourager la densification
---	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
	<p>des dents creuses au sein de l'enveloppe déjà bâtie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Densification au sein des OAP (environ 13logt/ha, dix dernières années environ 9 logt/ha) - Reclassement de zone A et N
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la superficie moyenne nécessaire par construction de 50% par rapport à la consommation foncière des 10 dernières années - Les secteurs en extension au travers d'OAP imposeront une densification minimale (entre 13 et 20 logements à l'hectare) - Pas de constructions de logements possibles dans les zones Naturelles et agricoles - Dans les zones agricoles certaines zones sont non constructibles même pour des bâtiments agricoles <p>Les périmètres d'urbanisation sont délimités en tenant compte des espaces agronomiques, des paysages, des enjeux environnementaux et des déplacements induits. Les espaces à enjeux font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation dans lesquelles sont définis des objectifs de mixité, de densité, de diversité des logements et l'insertion paysagère des futures constructions.</p>
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - En matière de développement démographique, le projet vise à avoir une croissance de 0.5% par an. Plus de 80% du développement sera réalisé sur le chef-lieu. - En matière de développement économique : le projet vise à favoriser l'emploi par le soutien de l'économie. Le PLU prévoit le développement de commerces dans le centre bourgs, d'activités artisanales dans le centre bourg et les hameaux si elles sont compatibles avec de l'habitat, de confirmer l'existence de la petite zone d'activité sur la commune par un zonage spécifique, le maintien des activités agricoles en situant les projets en extensions d'urbanisation sans nuire aux terres agricoles stratégiques. - En matière d'équipements publics, la commune prévoit d'adapter si besoin les équipements scolaires situés au chef-lieu et de réaliser une partie des équipements qui répondent aux besoins de l'intercommunalité, des projets sportifs pourraient être envisagés au niveau du centre bourg (mis en place d'un zonage spécifique) lui permettant ainsi de

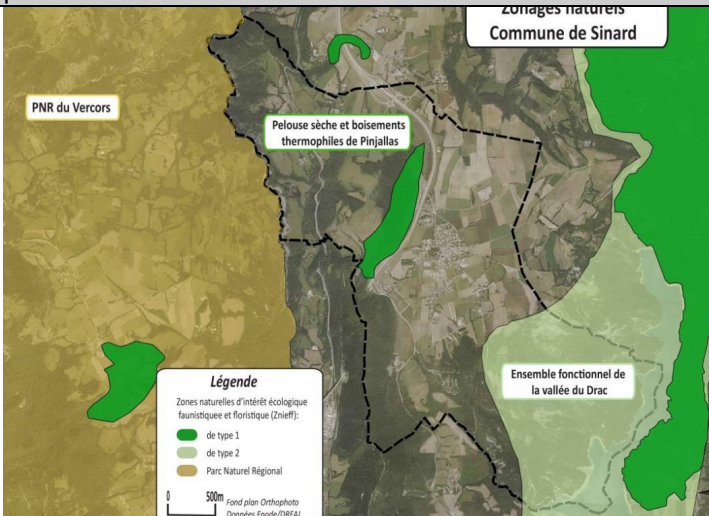

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
	renforcer son rôle de centralité.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation de certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<p>Le projet envisage des zones en extension limitées.</p> <p>Les zones à urbaniser identifiées à ce jour font :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone 1 AU : 12 500 m² - Zone 2 AU : 11 000 m² <p>A savoir que ces deux tènements sont identifiés dans l'enveloppe urbaine, il s'agit donc de densification au regard du Scot et de la Loi Alur.</p>
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	<p>Un travail d'analyse de densification a été réalisé.</p> <p>Comme évoqué ci-dessus les deux zones AU sont identifiés dans l'enveloppe urbaine, il s'agit de grosses dents creuses sans aucune contrainte.</p> <p>Mise à part ces deux cas, le diagnostic a mis en évidence environ 4 ha de tènements qui pourraient être densifiés (dents creuses au milieu du tissu urbain) à condition que des divisions parcellaires soient réalisées, or la pression foncière n'est pas assez forte sur la commune pour envisager ces divisions parcellaires (100% de rétention foncière).</p> <p>La commune inscrira dans son règlement des règles facilitant la réhabilitation ou le changement de destinations des constructions existantes.</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>L'objectif principal a été de permettre que la majeure partie du développement se fasse sur le chef-lieu afin de limiter l'impact sur les terres naturelles et agricoles située, de renforcer l'urbanisation là où sont concentrés la plupart des équipements, limiter les déplacements et limiter l'impact sur les paysages à l'identité rurale de Sinard.</p> <p>Deux sites sont inscrits en extension, 1 AU et 2 AU, ces deux sites sont déjà encadrés par l'urbanisation.</p> <p>La zone 1AU, un permis d'aménager avait été déposé avant la révision du PLU. Ce site n'a pas de fonction agricole particulier. Il apparaît comme un prolongement naturel du village (accès, urbanisation au nord et à l'Est et à l'Ouest...).</p>

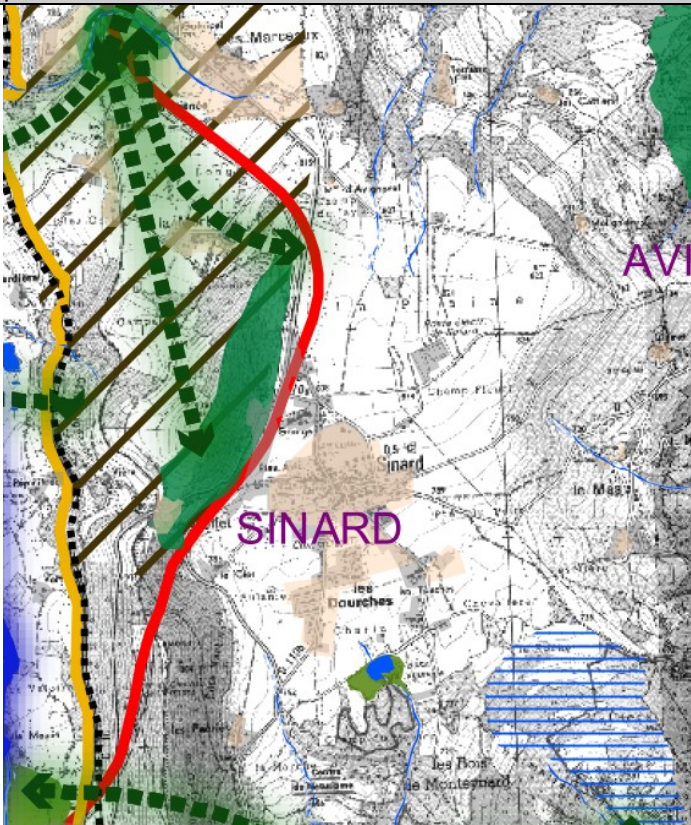
4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

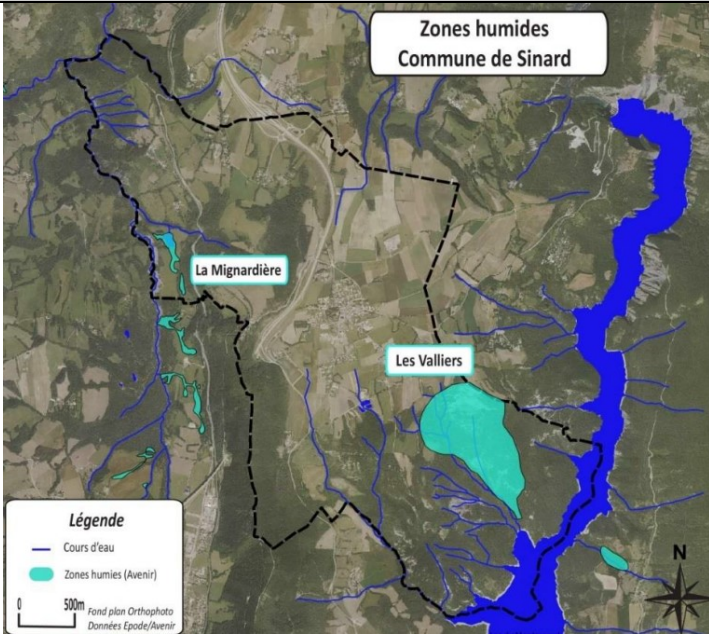
	<p>La zone 2AU est exploitée par un agriculteur (prairies), l'extension viendra donc soustraire ce tènement à l'activité agricole mais ce tènement en enclavé au milieu de l'urbanisation il ne s'agit donc pas d'un secteur stratégique pour l'agriculture. En termes d'impact sur le milieu naturel, la zone 2 AU est soumise à un alea faible en termes de glissement de terrain et ruissellement sur versant qui soumettent les projets de constructions à des règles constructives particulières (les OAP et le règlement viennent le rappeler). Concernant les haies sur sites identifiées à valeur paysagère elles seront conservées (OAP + article L151-23). Les cônes de vue sur les grands paysages seront également préservés.</p> <p>Les deux autres secteurs d'OAP ont été réalisés sur des secteurs en renouvellement urbain ce qui est une démarche volontaire forte pour un village.</p>
--	--

4.2. Milieux naturels et biodiversité

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?
<u>Zone Natura 2000</u> ?		x	Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)</u> ?		x	
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional</u> ?		x	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I</u> ?	x		<p>Znieff 2 « Ensemble fonctionnel de la vallée du Drac et de ses affluents à l'amont de Notre Dame de Commiers» 12 387 ha</p> <p>Znieff 1 « Pelouse sèche et boisements thermophiles de Pinjallas» 35.54 ha</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lesquel(le)s ?
			<p>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</p> 
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes...) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?		X	<p>SRCE</p>  <p>Extrait de la carte des corridors écologiques Source : SRCE</p> <p>SCOT</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
			 <p>Trame verte</p> <p>Réservoirs de biodiversité pour préserver les richesses du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Réservoirs de biodiversité (reconnus par un statut de protection, de gestion ou d'inventaire national) Réservoirs de biodiversité complémentaires (enjeux de biodiversité identifiés par des expertises et inventaires locaux) <p>Corridors pour assurer et garantir la fonctionnalité écologique du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Connexions naturelles d'intérêt écologique et/ou soumises à pression urbaine Périmètres de projet pour le maintien et la remise en bon état des continuités écologiques (ex: "Coulours de vie") <p>Trame bleue</p> <ul style="list-style-type: none"> Zones humides identifiées par l'inventaire départemental (Avenir, 2010) Cours d'eau et tronçons de cours d'eau reconnus comme réservoirs de biodiversité
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou</u> <u>identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>			2 zones humides de l'inventaire départemental : « La Mignardièrre » 2.65 ha et « Les Valliers » 61.62 ha

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
			

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologique) ?		x	
Site classé ou projet de site classé ?		x	
Site inscrit ?		x	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		x	Charte paysagère du Trièves Scot : identifie Sinard avec un logo « sites patrimoniaux » Concernant les Grands Paysages le PLU conserve les vues au travers des OAP. Concernant le patrimoine bâti, le règlement met en place des règles architecturales précises.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	x		Captage d'eau potable du Fond du Fau présent sur la commune, le PLU reprend les périmètres de protection (immédiat, rapproché, éloigné) , il n'y a aucun projet sur le secteur.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE ?	x		SDAGE Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau	x		Le projet de PLU prévoit d'accueillir des logements

4.4. Ressource en eau			
sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?			correspondant à une croissance d'environ 0.5% soit une cinquantaine d'habitants supplémentaire soit environ 700 habitants, alors que le réseau est en capacité d'alimenter au maximum 900 habitants sur Sinard.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		Le projet de PLU prévoit que plus de 80% du développement communal se fasse au niveau du chef-lieu, cette zone est assainie par le lagunage naturel. La lagune a une capacité nominale de 633 équivalents habitants et aujourd'hui il y a environ 400 abonnés raccordés, la lagune a donc les capacités suffisantes pour accueillir les projets d'extension du PLU.

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		x	
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

4.6. Risques et nuisances**Annexe 5 : carte alea RTM****Annexe 6 : carte risque PLU**

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		La commune est soumise à plusieurs aléas : glissements, ravinement, ruissellements... Conformément à la méthodologie de la DDT 38, ils sont repris dans une carte risque dans les annexes du PLU.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	
nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	x		Une canalisation de transport de matière dangereuse traverse la commune (TRANSALPES) elle fait l'objet d'une servitude Le territoire de la commune est concerné par l'onde de submersion définie dans le cadre du plan particulier d'intervention (PPI) des barrages du Sautet et de St Pierre Cognet
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	x		Le territoire de la commune est concerné par l'arrêté préfectoral n° 2011-322-0005 du 18 novembre 2011.

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	x		La collectivité est concernée par le PPA de Grenoble.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?	x		La commune n'est pas identifiée comme une « commune sensible » dans le SRCAE.
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (<i>facultatif</i>)

6. Annexes (<i>rappel</i>)		
Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	x
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	x
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	x
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	x